

### Contexte

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés<sup>1</sup>. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Niger et a causé le déplacement de 207 980 personnes dans les régions de Tillabéri et Tahoua<sup>2</sup> (chiffres du mois de mars 2021). De plus, l'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas et l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités en raison des conditions géographiques et climatiques difficiles dans certaines zones, la situation sécuritaire et des mesures liées à l'état d'urgence décrété dans les départements en crise<sup>3</sup>. Cet accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH bénéficie du financement de l'Office of U.S Foreign Disaster Assistance (OFDA) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre)<sup>3</sup>. Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans les régions de Tillabéri et de Tahoua au mois de mars en plus de l'évolution des principaux résultats dans la région de Tillabéri et de Tahoua entre janvier et mars 2021.

### Résultats clés

- La situation sécuritaire dans la région des trois frontières s'est fortement détériorée au cours du premier semestre 2021, notamment dans les régions nigériennes de Tillabéri et de Tahoua. Les populations civiles sont parfois victimes d'extorsion, d'assassinats ciblés, de vol de bétail ainsi que de pillage de magasins. Les groupes armés prennent souvent pour cible les infrastructures de base pour les populations (les services de santé, les écoles, etc). Privées de ces services essentiels, de nombreuses personnes sont contraintes de fuir leur lieu d'origine. En effet, au 31 mars 2021, la région de Tillabéri comptait à elle seule 13 661 ménages déplacés soit 95 483 personnes, soit une augmentation du nombre de ménages déplacés de 15,59% en trois mois<sup>4</sup>.
- En ce qui concerne la sécurité alimentaire, des disparités géographiques semblent exister. En effet, la majorité de la population de 58% des localités évaluées dans la région de Tahoua, et de 65% à Tillabéri, ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. De surcroît, la fermeture du marché rapportée par les IC de 88% des localités évaluées à Tillabéri aurait impacté le prix des céréales. Ainsi, les IC de 90% des localités évaluées ont indiqué une augmentation du prix des céréales. Au vu de cette situation alimentaire, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et une organisation non gouvernementale (ONG) locale, Karkara, ont déjà mobilisé une assistance alimentaire pour venir en aide à 814 ménages pendant 30 jours à Mangaizé, une commune de Tillabéri<sup>4</sup>.
- En matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA), les IC de 51% et 67% des localités évaluées de Tillabéri et Tahoua, respectivement, ont rapporté que la majorité de la population n'aurait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage. Par ailleurs, les populations dans les deux régions semblent ne pas être équipées de latrines et recouraient à la défécation à l'air libre sans zone précise selon les IC.
- S'agissant de la protection, il semble que le sentiment d'insécurité soit plus accentué à Tahoua qu'à Tillabéri. En effet, les IC de 65% des localités de la région de Tahoua ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité aux cours des 30 derniers jours tandis qu'à Tillabéri, cette proportion était de 31%.

Etant donné que la couverture géographique de ce suivi est limitée et que les informations reposent sur des réponses d'IC, les résultats doivent être considérés comme **indicatifs** de la situation.

<sup>1</sup> REACH. *Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*. Octobre 2019.

<sup>2</sup> Données fournies par 'The United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs' (OCHA).

<sup>3</sup> REACH. *Suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, aperçu de la situation dans la région de Tillabéri*. Novembre 2019.

<sup>4</sup> OCHA. *Analyse situationnelle trimestrielle : Niger - Région de Tillabéri*. Mars 2021.

### Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités du département ont été évaluées et lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité. Pour approfondir les informations fournies par les IC, des entretiens semistructurés ont été réalisés pour certaines localités avec des IC et/ou des membres de la population déplacée et ces discussions portaient sur les dynamiques de déplacement et les besoins humanitaires<sup>5</sup>. Cet aperçu présente les résultats de données réalisées entre le 8 et le 23 mars dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, ainsi que l'évolution des résultats entre les mois de janvier et février 2021.

Couverture géographique de l'évaluation en mars 2021

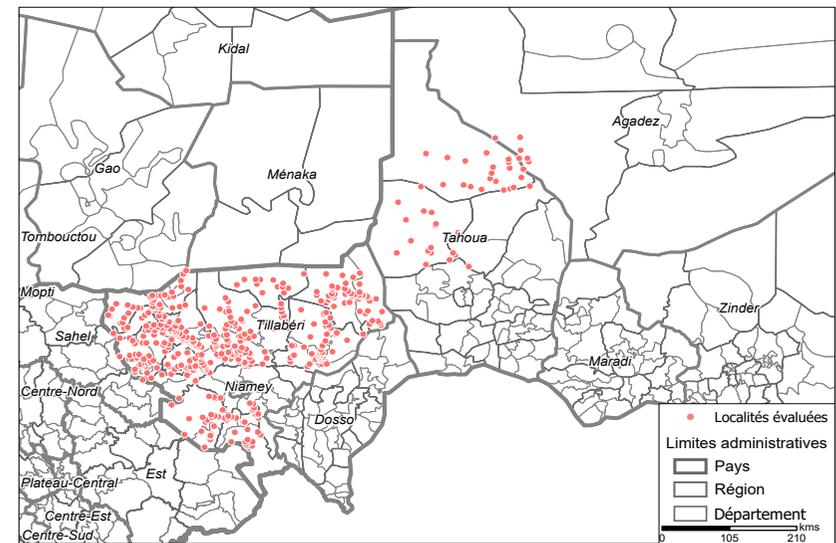


Tableau de couverture de janvier à mars - Région de Tillabéri

Janvier	Février	Mars
769	721	744
4 857	4 899	4 911
465	455	499
9,6%	9,3%	10,2%

Tableau de couverture de janvier à mars - Région de Tahoua

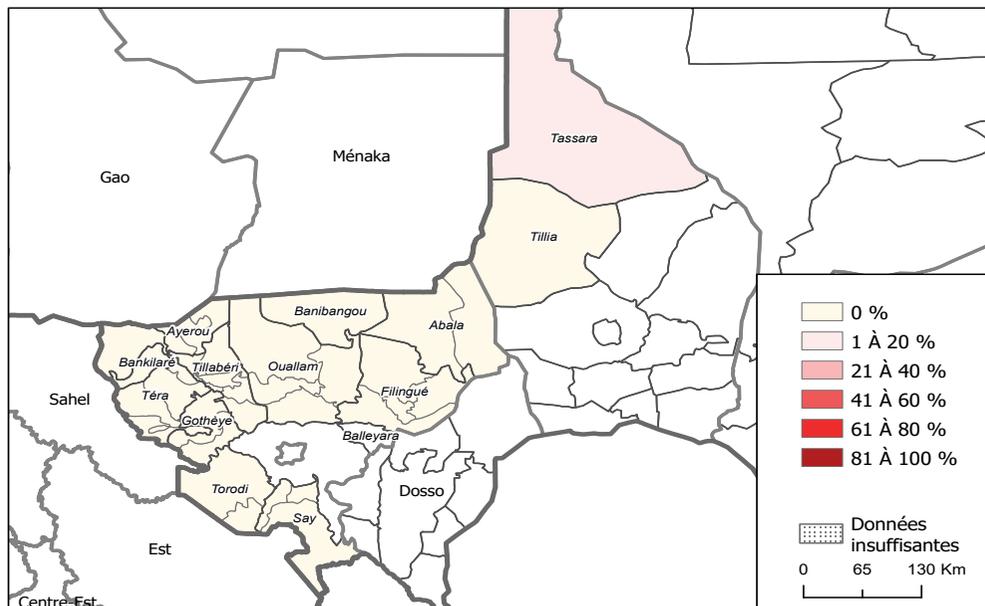
Janvier	Février	Mars
78	86	91
103	103	105
51	52	48
49,5%	50,5%	45,7%

<sup>5</sup> Les entretiens semi-structurés ont été réalisés au mois de mars dans des localités des départements d'Ayerou et Torodi et au mois de janvier dans des localités du département d'Ouallam tous dans la région de Tillabéri.

### 🚶 Déplacement

Les IC de la grande majorité des localités évaluées (93% à Tillabéri et 83% à Tahoua) ont rapporté que les personnes déplacées internes (PDI) présentes au sein de ces localités s'étaient déplacées afin de fuir l'insécurité dans leur localité d'origine. Aussi, le déplacement préventif était rapporté comme cause principale du déplacement dans 17% des localités évaluées dans la région de Tahoua. Selon le ministère de l'action humanitaire et de la gestion des catastrophes (MAH/GC), 11 761 personnes (1 679 ménages) se sont déplacées à l'intérieur du département de Ouallam, à Tillabéri suite aux attaques du 2 janvier 2021<sup>6</sup>. De même, à Mangaizé, une commune dans la région de Tillabéri, le MAH/GC a indiqué que dans certaines localités d'accueil des PDI, les centres de santé et les points d'eau semblent dépasser leurs capacités maximales à cause de la pression démographique<sup>6</sup>.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 derniers jours :



### Présence des déplacés

La détérioration rapide du contexte sécuritaire a entraîné une augmentation des flux de déplacements internes, avec un nombre croissant chaque mois<sup>7</sup>. En mars, il y a eu environ 140 000 personnes déplacées étaient présentes dans les régions de Tillabéri et de Tahoua<sup>7</sup>. En mars 2021, il n'y a pas eu d'arrivées de PDI dans la région de Tillabéri. Par ailleurs, dans 3% des localités évaluées d'après les IC, les PDI s'y trouvaient dans cette région venaient des départements d'Ayerou, Torodi, Tillabéri, Abala et Ouallam. Dans la région de Tahoua, les IC ont rapporté la présence de PDI dans 25% des localités évaluées des départements de Tassara et Tillia. Il faut souligner que le nombre de PDI à Tillabéri a augmenté de 44% en une année, passant de 57 080 en décembre 2019 à 82 601 en décembre 2020, pour atteindre les 95 483 en mars 2021<sup>4</sup>.

En outre, selon OCHA, le nombre d'arrivées récentes de PDI semble s'être réduit au dernier trimestre de l'année 2020, avant les attaques du premier trimestre de l'année 2021<sup>4</sup>.

Évolution du nombre de PDI et de réfugiés maliens dans les régions de Tillabéri entre janvier et mars 2021<sup>2</sup>:

	Janvier	Février	Mars
Nombre de PDI	82 604	82 604	95 483
Nombre de réfugiés <sup>8</sup>	36 007	36 163	36 163

### Principaux axes de déplacement

Selon les IC, au sein des 4 départements de la région de Tillabéri où la présence de PDI a été rapportée, les PDI présentes dans ces localités se seraient déplacées à l'intérieur même de leur département d'origine. Lorsqu'elles se déplacent, les PDI semblent donc se déplacer de manière localisée, dans un village proche de leur village d'origine (même commune). La région de Tahoua a accueilli ses réfugiés du Mali, tous en provenance de la région de Menaka selon les IC.

Principaux départements<sup>9</sup> d'origine des PDI de la région de Tillabéri par proportion de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté leur présence au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données :

PDI Tillabéri	
Ouallam	30%
Ayerou	30%
Torodi	20%
Abala	20%

### Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacement

De manière générale, la violence dans la localité de départ semble être la principale raison de déplacement selon les IC (rapportée pour les PDI dans 93% et pour les réfugiés dans 63% des localités évaluées dans la région de Tillabéri). D'autres motifs de déplacement comme le déplacement préventif est assez marquant sur l'ensemble des localités couvertes par l'évaluation. En effet, le déplacement préventif a été rapporté comme cause principale du déplacement des PDI présentes dans 7% des localités évaluées de Tillabéri ; c'était également la cause principale du déplacement des réfugiés présents dans 25% des localités évaluées de la région, selon les IC. Depuis les attaques perpétrées par les groupes armés non étatiques (GANE), la situation sécuritaire est particulièrement critique au niveau des localités ayant subi ces attaques et ces incidents auraient été à l'origine des vagues de déplacement les plus récentes<sup>4</sup>. Par ailleurs, les échanges durant les entretiens semi-structurés<sup>10</sup> semblent venir confirmer l'incertitude sécuritaire des populations dans cette zone. Les participants ont indiqué que de nombreux crimes, vols et menaces ont contribué à les faire fuir de leur lieu d'origine. Les localités les plus exposées aux incidents sécuritaires risquent encore d'enregistrer des déplacements de population, quittant ces localités, tant que l'insécurité persiste. Ainsi, les déplacements tant préventifs que pour fuir les violences signifient que la majorité de ces personnes déplacées ont quitté leurs lieux d'origine, abandonnant leurs moyens de subsistance et se retrouvant dans une situation de vulnérabilité élevée<sup>11</sup>. D'ailleurs, dans la région de Tahoua, les IC de 2% des localités évaluées ont rapporté la peur de voyager comme raison principale pour laquelle la communauté locale ne s'est pas déplacée. Les IC de Tillabéri ont indiqué que les personnes semblent rester dans leurs localités d'origine car ils n'ont aucune raison de partir (65%) ou elles ne veulent pas partir (24%).

<sup>6</sup> OCHA : Rapport sur l'Attaque contre des civils dans la commune de Tondikiwindi, Mars 2021.

<sup>7</sup> Haute Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : Niger Update, Sahel Situation, Mars 2021.

<sup>8</sup> Ces chiffres comprennent uniquement la population réfugiée malienne. En mars 2020, le HCR dénombrait également 3 332 réfugiés burkinabés dans la région de Tillabéri.

<sup>9</sup> La couverture actuelle du projet cible uniquement 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant

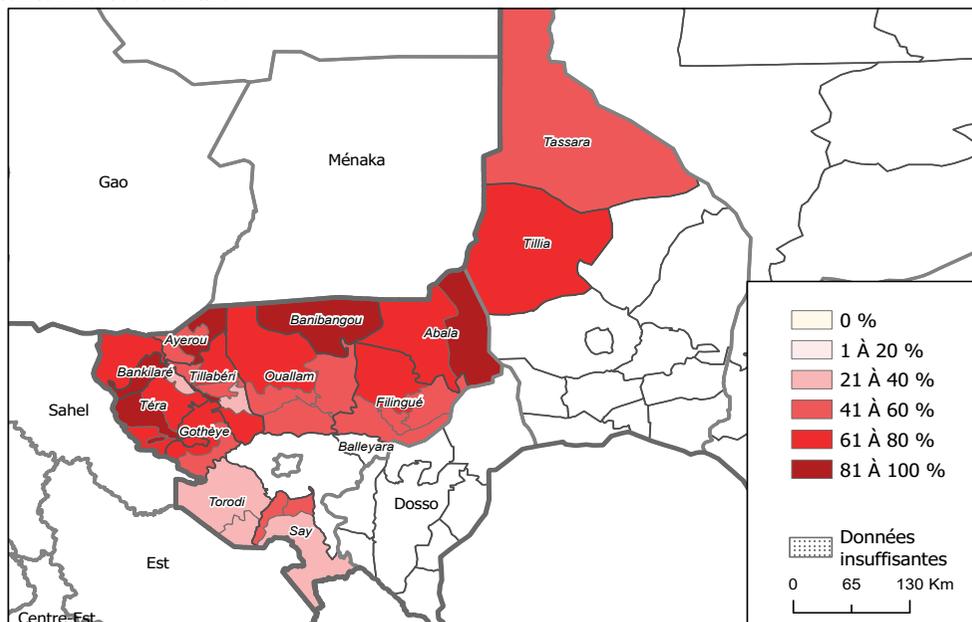
avantage de localités inaccessibles : Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothéye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri et Torodi.

<sup>10</sup> Deux types de groupes de discussion distincts ont été réalisés : des groupes de discussion liés à la cartographie des déplacements (routes prises, axes de déplacement) ainsi que des groupes de discussion sur les besoins humanitaires multisectoriels. Ils ont été réalisés à Tillabéri Ville et à Niamey avec des IC et des populations déplacées des communes de Torodi, du site PDI de Torodi, d'Ayerou, du site PDI d'Ayerou. Chaque groupe de discussion était constitué de 4 à 10 participants.

### Sécurité alimentaire

Dans 65% des localités évaluées, la majorité de la population n'aurait pas eu accès à suffisamment de nourriture dans la région de Tillabéri selon les IC. Le prix élevé des aliments ainsi que l'arrêt temporaire ou définitif de certaines distributions alimentaires sont les principales causes rapportées par les IC pour expliquer l'accès limité à la nourriture dans la région de Tillabéri. En revanche, dans la région de Tahoua, le manque de bétail et l'augmentation des prix alimentaires ont été principalement rapportés par les IC. De plus, les IC de 29% des localités de la région de Tahoua ont rapporté que la majorité de la population jouit d'une assistance alimentaire. L'insécurité semble impacter la sécurité alimentaire des populations et pourrait fragiliser davantage les populations vivant déjà une situation d'insécurité alimentaire sévère<sup>4</sup>.

*Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture :*



### Accès à la nourriture

Selon les IC, l'accès à la nourriture est limité dans 65% des localités évaluées à Tillabéri. En effet, les IC de 54% parmi les localités à Tillabéri où l'accès à la nourriture est limité selon les IC ont rapporté la diminution de la quantité consommée pendant le repas afin de pallier l'insuffisance de nourriture. Bien que dans les deux régions la majorité de la population bénéficie de la proximité d'un marché, les facteurs qui pourraient concourir à l'accès limité à la nourriture semblent être la persistance de l'insécurité et ses impacts négatifs sur les prix des produits alimentaires. Selon les résultats du dernier Cadre Harmonisé janvier-mars 2021, soit 522 717 personnes dans la région de Tillabéri sont en crise d'insécurité alimentaire, une augmentation de plus 36% par rapport à la période précédente d'octobre-décembre 2020<sup>4</sup>.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri - principales raisons du non accès à suffisamment de nourriture selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Manque d'argent/Prix élevés	35%	56%	52%
Les distributions n'ont plus lieu	16%	13%	18%
Manque de bétail	17%	13%	14%

### Principales sources de nourriture

La saison pluvieuse principale nigérienne débute en juin et se termine en septembre et la récolte principale a lieu d'octobre à décembre<sup>12</sup>. Eu égard à l'agriculture de subsistance, les risques liés au climat ont toujours constitué une menace importante et chronique pour les approvisionnements ménagers et alimentaires. Selon la Famine Early Warning System (Fews Net), le Niger a été confronté à des crises alimentaires aiguës répétées, le plus souvent en conséquence de la sécheresse et à des déficits de production et/ou à des chocs de prix régionaux pour les aliments de base. Ce problème climatique, couplée à la montée des problèmes sécuritaires, semblent responsable de la dépendance des populations vis à vis du marché pour l'achat de nourriture<sup>13</sup>. Aussi, les IC respectifs de 45% et 67% des localités évaluées de Tillabéri et Tahoua ont rapporté l'achat de nourriture avec de l'argent comme principale source de nourriture. Par ailleurs, les échanges durant les entretiens semi-structurés dans certaines localités de Tillabéri semble confirmer que les principales sources de nourriture des PDI sont l'emprunt, l'aide des voisins et la mendicité.

Évolution de la proportion de localités évaluées à Tahoua - par principale source de nourriture selon les IC :

	Janvier	Février	Mars
Achetée avec de l'argent	59%	56%	67%
Propre production	24%	27%	13%

### Principales stratégies d'adaptation pour que la nourriture dure plus longtemps

Bien que les crises alimentaires récentes aient touché des pans de la population<sup>14</sup>, cette dernière semble adopter des stratégies pour y faire face. Dans la région de Tahoua, les IC de 82% des localités évaluées et concernées par un accès restreint à la ressource en nourriture ont rapporté que la majorité de la population consommait des aliments moins chers (ou moins préférés) pour pallier ce manque de nourriture. C'est également le cas dans 78% des localités concernées par cette problématique de la région de Tillabéri selon les IC<sup>15</sup>.

### Accès au marché

Des disparités géographiques sont à souligner car dans la région de Tahoua où les IC ont rapporté l'inaccessibilité au marché dans 27% des localités évaluées. Par contre dans la région de Tillabéri, les IC de 98% des localités évaluées ont rapporté que la majeure partie de la population avait accès à un marché à distance de marche. D'un autre côté, les IC ont rapporté que dans 62% des localités évaluées à Tahoua, la majorité de la population n'ayant pas accès aux marchés aurait cité l'absence de marché à proximité comme principale barrière. D'ailleurs, certains marchés sont fermés pour cause d'insécurité ou par crainte d'être attaqué en cours de route selon les participants d'un entretien semi-structuré tenu à Tillabéri<sup>10</sup>. Certaines pistes menant vers des marchés semblent être minées par des explosifs ce qui empêche le passage de véhicules<sup>10</sup>. Selon les IC, les départements les plus touchés par les problèmes d'accessibilité aux marchés sont Abala, Banibangou, Tassara et Tillia.

Principales barrières d'accès aux marchés la plus souvent citées à Tahoua en mars selon les IC :

Absence de marché à proximité	62%	
Manque de moyens de transport disponible	31%	

<sup>11</sup> OCHA : Niger, Situation des mouvements de populations Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi, Décembre 2020.

<sup>12</sup> Spring Nutrition : Drivers of Malnutrition In Niger, Analysis of Secondary Data Sources, Octobre 2017.

<sup>13</sup> Fews Net : Niger Food Security Brief, May 2014.

<sup>14</sup> Cabinet du Premier Ministre, Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires, Février 2021.

<sup>15</sup> Ces pourcentages ont été calculés sur le total des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois de mai.

### Moyens de subsistance

La majorité de la population de 42% des localités évaluées dans la région de Tillabéri n'aurait pas accès à ses moyens de subsistance habituels selon les IC. Les activités de subsistance rapportées par les IC des localités de la région de Tillabéri comme ayant été les plus perturbées sont l'élevage de bétail, le commerce et l'agriculture pour la vente. Les activités génératrices de revenus sont presque les mêmes à Tahoua sauf le travail journalier qui est pratiqué par la majorité de la population dans 17% des localités évaluées selon les IC. Les perturbations sur ces activités risquent de fragiliser les populations qui dépendent de ces activités et d'augmenter leur vulnérabilité.

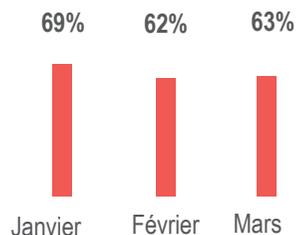
#### Accès aux moyens de subsistance

Les raisons invoquées pour expliquer les contraintes d'accès de la population à ses moyens de subsistance sont variées à Tillabéri. La raison principale de la contrainte d'accès semble être le manque de transport mentionnée par les IC de 42% des localités évaluées. D'autres raisons comme le manque de capital pour démarrer une activité économique ainsi que l'insécurité ont été rapporté par les IC respectifs de 24% et 15% des localités évaluées de Tillabéri. De même à Tahoua, les moyens de transport limités ont été rapporté comme principale cause pour expliquer l'accès limité des moyens de subsistance dans 23% des localités évaluées. Cette entrave pourrait avoir pour conséquence l'abandon des champs et la perte de production agricole déstabilisant davantage la situation économique.

Évolution de la proportion de localités évaluées à Tillabéri où les IC ont rapporté que ces activités de subsistance ont été perturbées :

	Janvier	Février	Mars
Travail journalier	33%	33%	30%
Agriculture / autoconsommation	24%	25%	26%
Élevage de bétail	48%	53%	53%
Commerce	19%	16%	20%

Évolution de la proportion de localités évaluées à Tahoua où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours du mois précédent selon les IC :



#### Principales perturbations sur les moyens de subsistance

L'insécurité à Tillabéri semble fragiliser les activités économiques les plus par les populations des zones concernées. Les activités génératrices de revenus semblent faiblement pratiquées à cause des attaques ainsi que des menaces d'attaques. A Tillabéri, les IC de plus de la moitié (52%) des localités évaluées ont rapporté l'élevage de bétail parmi les activités les plus perturbées ; dans la même région, le travail journalier a été rapporté comme perturbé par les IC de 30% des localités évaluées. A Tahoua, dans 40% des localités évaluées, les IC ont rapporté la perturbation de l'activité de vente au marché par la majorité de la population. Aussi, les petits commerces et l'orpaillage pratiqués comme principales activités génératrices de revenus semblent être entravés par la restriction dans certaines localités à Tillabéri selon les participants d'un entretien semi-structuré. Cette perte de moyens de subsistance pourrait les empêcher d'exercer leurs activités habituelles permettant de faire face à leurs besoins humanitaires.

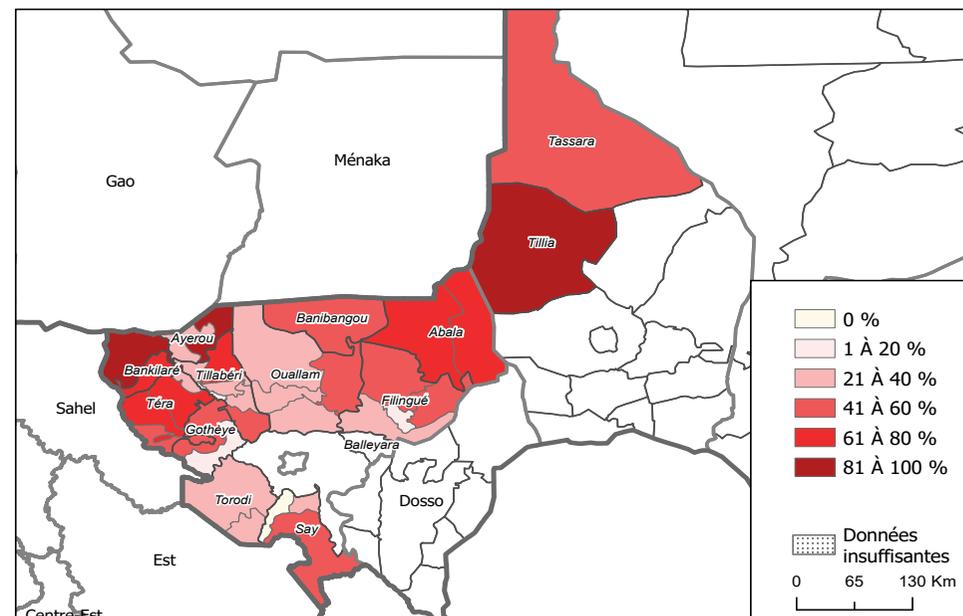
### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

D'après les IC de 51% des localités évaluées dans la région de Tillabéri, l'eau utilisée par la majorité de la population pour couvrir les besoins ménagers était insuffisante. Cela pourrait augmenter les risques en matière de nutrition et d'assainissement car cela accentue la vulnérabilité sur ces zones. En effet, les IC de 25% des localités évaluées à Tahoua ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains avec du savon. D'autre part, la majorité de la population à Tahoua n'utilisait pas de latrines dans 50% des localités évaluées selon les IC. Il est nécessaire de savoir les raisons perturbatrices de l'insuffisance de l'eau au point de préférence à Tillabéri, les IC ont rapporté que l'insécurité n'en faisait pas partie.

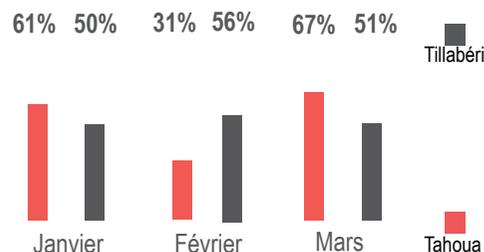
#### Accès à l'eau

La question de l'eau semble être préoccupante à Tahoua car selon les IC de 67% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage. La proportion la plus élevée était dans le département de Tillia où les IC de 83% des localités évaluées ont rapporté que la majorité n'avait pas accès à l'eau. A Tillabéri, selon les IC 49% des localités évaluées, la majeure partie de la population a accès à suffisamment d'eau. D'ailleurs, les sources d'eau pour la majorité de la population à Tahoua étaient forage avec pompes (35%), puits protégé (21%), puits non-protégé (17%). En termes de durée, les IC de 75% des localités évaluées dans la région de Tahoua ont rapporté que la population mettrait entre 30 minutes et une heure pour l'obtention de l'eau.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours du mois précédent :



Évolution de la proportion de localités évaluées à Tahoua et Tillabéri où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage:

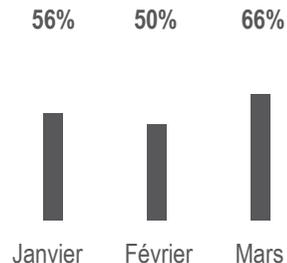


En général, la problématique d'accès à l'eau potable semble affecter particulièrement les femmes et les enfants qui s'occupent de la corvée d'eau en milieu rural<sup>16</sup>. En plus, certains facteurs comme le handicap, le mouvement de population, l'âge, le faible revenu et l'hygiène menstruelle sont susceptibles d'accentuer les besoins EHA<sup>16</sup>. Selon un rapport ('Rapid Response Mechanism') RRM de mars, l'accès à l'eau semble particulièrement limiter pour les PDI des sites au niveau de la commune rurale de Makalondi (département de Torodi à Tillabéri). En outre, la majorité de la population des localités où les IC ont observé des temps de plus d'une heure pour atteindre leur point d'eau sont les départements de Bankilaré (35%), Téra (8%), Gothèye (10%), et Filingué (6%). Il semble que la pénurie d'eau soit particulièrement sévère à Bankilaré et Téra car selon les IC respectifs de 9% et 1% des localités évaluées, la majorité de la population passent la moitié de leur journée à la recherche d'eau.

### Accès aux infrastructures d'assainissement

Au sujet de la crise sanitaire actuelle de COVID-19, de meilleurs approvisionnements des sanitaires seront indispensables pour lutter contre la crise. Dans la région de Tillabéri, les IC ont rapporté que la majorité de la population des localités évaluées (66%) était dépourvue de latrines. En conséquence, la majorité de la population (79%) ont eu recours à la défécation à l'air libre.

Evolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent selon les IC :



### Principales méthodes de traitement des ordures à Tillabéri :

1. Aire ouverte désignée / aire ouverte non désignée **63%**
2. Ordures brûlées **10%**
3. Fosse/poubelle domestique **2%**
4. Fosse/poubelle commune **3%**

La quantité de déchets produite par la population semble l'exposer au quotidien à de nombreux enjeux sanitaires. Dans la région de Tillabéri, les IC de 57% des localités évaluées ont rapporté que la majorité de la population aurait déchargé ouvertement les ordures dans un endroit non-marqués. Les départements les plus touchés par cette situation sanitaire étaient Banibangou, Torodi ainsi que Ouallam. A son comble, ce phénomène pourrait empêcher l'écoulement des eaux de ruissellement notamment en obstruant les caniveaux et les collecteurs d'eaux<sup>17</sup>. A l'approche de la saison pluvieuse, cela pourrait aussi engendrer transmission des maladies d'origine alimentaire<sup>17</sup>.

### Hygiène

Les installations de lavage des mains étaient fréquentées par la majorité de la population dans 4% des localités évaluées à Tillabéri selon les IC. De plus, dans 49% des localités évaluées à Tillabéri, la population avait des difficultés à se procurer du savon pour se laver les mains selon les IC. L'application des bonnes pratiques d'hygiène semble limitée dans les localités évaluées, ce qui pourrait accroître les risques sanitaires. Par conséquent, avec un accès limité à l'eau, aux installations de lavage des mains et au savon, la lutte contre la propagation du choléra et d'autres maladies aéroportées notamment le COVID-19 restera difficile. De surcroît, les informations recueillies à partir d'entretiens qualitatifs<sup>10</sup> dans certaines localités à Tillabéri signifient que les déplacés arrivés récemment ont reçu beaucoup d'éducation sur les mesures sanitaires par quelques ONG. Ces dernières ont également distribué des articles non alimentaires. De ce fait, leurs habitudes sanitaires s'étaient grandement améliorées, notamment la pratique du lavage régulier des mains dans les abris. La pérennité de la pratique sanitaire par manque de moyens financiers constituait un obstacle majeur dans les deux régions selon les IC. En effet les IC respectifs de 93% et 73% des localités évaluées de Tillabéri et Tahoua ont rapporté la difficulté pour avoir des moyens financiers suffisants pour se procurer du savon pour la majorité de la population.

### Évolution de la proportion de localités évaluées à Tillabéri - par principale raison de l'accès limité aux services de santé au cours du mois précédent selon les IC :

	Février	Mars
Jamais eu d'infrastructures de santé à proximité	33%	50%
Fermeture des infrastructures à cause de l'insécurité	33%	13%
Pas de travailleurs de santé	17%	13%

### Santé et nutrition

L'accès à un établissement de santé fonctionnel accessible à pied semble être l'un des principaux points positifs au cours du premier trimestre. Sur ce point, les IC de 2%, 3% et 2% des localités évaluées à Tillabéri ont rapporté l'inaccessibilité des services de santé fonctionnels accessibles à pied en janvier, février et mars respectivement. Ceci dit, ce qui constitue un obstacle majeur pour la majorité de la population c'est le manque d'infrastructures de santé à proximité (50%), puis la destruction de celles-ci (25%). La situation est similaire à celle de Tahoua où les IC de 94% des localités évaluées ont indiqué avoir accès à un établissement de santé à proximité, avaient également déclaré un manque d'infrastructures important. Toutefois, les services de prévention de la malnutrition à Tahoua semblent plus accessibles que les services curatifs selon les IC.

### Accès à des services de santé

Si l'image d'une structure sanitaire fonctionnelle accessible à pied est bonne en général dans les deux régions, des difficultés semblent exister dans certains départements selon les IC. En l'occurrence, dans les localités évaluées dans ces derniers, les IC ont signalé que la majorité de la population à Tillia (50%), à Tassara (23%) et à Banibangou (21%), n'a pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche. Les principaux types de services de santé utilisés par la population à Tillabéri sont le Centre de Santé Intégré (Type I) dans 41% des localités évaluées, suivi par le Centre de Santé communautaire (35%) puis le Centre de Santé Intégré (Type II) (13%). Dans les localités évaluées accueillant un établissement de santé à Tahoua, les IC ont rapporté que la majorité avait la Case de Santé, (69%), Centre de Santé Intégré (Type I) (16%) ainsi que Centre de Santé Intégré (Type II) (6%). Par ailleurs, les IC de 75% des localités évaluées ont déclaré que les établissements de santé ne sont pas équipés des bons outils pour les prendre en charge correctement en cas de cas critique.

<sup>16</sup> OCHA : Aperçu des besoins humanitaires, Niger Cycle de programme humanitaire 2021

<sup>17</sup> Insa Lyon Thèse : LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES MÉNAGERS À NIAMEY AU NIGER : ESSAI POUR UNE STRATÉGIE DE GESTION DURABLE, 2003

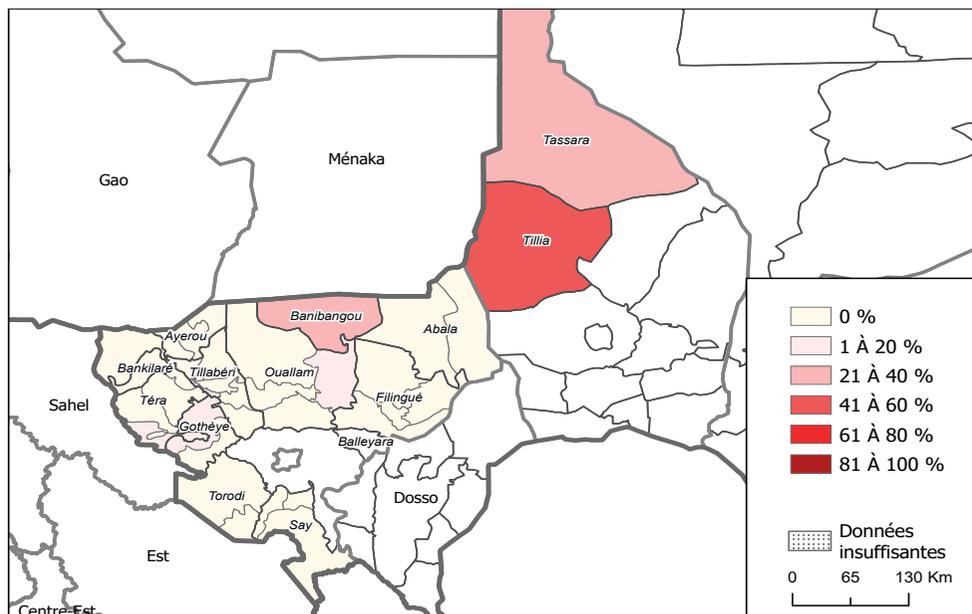
Dans la région de Tillabéri, les IC de 41% des localités évaluées ont rapporté que le temps d'attente était inférieur à 30 minutes pour ceux qui ont accès aux soins alors que 33% des localités évaluées ont indiqué entre 30 minutes et une heure. Il est à noter que dans certaines localités à Tillabéri, certains déplacés ont cité le manque d'information sur l'état fonctionnel des centres de santé d'après l'information recueillie lors d'un entretien qualitatif<sup>18</sup>. Par ailleurs, dans un contexte d'insécurité, les services de santé semblent limités en terme de disponibilité de médicaments et de soins ainsi que la disponibilité des agents de santé. En plus, les IC de 44% des localités évaluées ont indiqué le paludisme et 38% la pneumonie, comme étant les principaux problèmes de santé diagnostiqués à Tillabéri.

Egalement, dans 52% des localités évaluées à Tillabéri, il n'existait pas de dispositif de prise en charge des malades critiques selon les IC. Dans la même région, le service de santé le plus proche était situé à une heure de marche ou plus selon les IC dans 22% des localités évaluées.

**Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté l'existence d'un dispositif de prise en charge des malades critiques :**



*Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours du mois précédent :*



### Problèmes de santé

Il faut rappeler que les déplacements massifs des PDI et des réfugiés s'effectuent parfois dans un contexte difficile de sanitaire et des épidémies récurrentes<sup>18</sup>. Par conséquent, l'accès aux soins de santé primaires et aux référencement pourraient rester limités pour les populations vulnérables. En plus, le COVID-19 a exercé une pression supplémentaire<sup>19</sup> sur le système de santé et semble entraîner des retards dans les campagnes de vaccination vitales, ce qui peut entraîner une augmentation des cas de rougeole et de poliomyélite<sup>19</sup>. Le nombre de personnes touchées par la rougeole semble inquiétant, celui-ci semble augmenter de façon exponentielle par rapport à l'année dernière<sup>20</sup>. Au premier trimestre 2021, le pays a enregistré 3 213 cas de rougeole, contre 1 081 à la même période l'an dernier, selon les données du registre des maladies à déclaration obligatoire du ministère nigérien de la Santé publique, ce qui correspond à un triplement du nombre de nouveaux cas<sup>20</sup>.

### Nutrition

En mars, dans 86% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence d'un programme nutritionnel (contre 83% en janvier et 81% en février). Ce programme nutritionnel comprenait des services comme la prise en charge de la malnutrition modérée des enfants, la malnutrition modérée des femmes enceintes et allaitantes ainsi que les relais communautaires (respectivement dans 90%, 61% et 33% des localités évaluées). Dans la région de Tahoua, les IC respectifs de 96%, 87% et 69% des localités évaluées ont rapporté la prise en charge de la malnutrition modérée des enfants, la malnutrition modérée des femmes enceintes et allaitantes et la malnutrition sévère des enfants. Selon les IC, la proportion de la population qui n'avait pas accès à des programmes nutritionnels accessibles était la plus élevée dans les départements de Torodi, Banibangou, Ouallam et Say. Selon un rapport de l'UNICEF, les aléas liés au climat<sup>18</sup> semblent compromettre particulièrement la nutrition et l'accès à l'eau et le rapport estime que 2,7 millions de personnes connaîtront l'insécurité alimentaire en 2021<sup>19</sup>.

En somme, environ 1,3 million d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, dont plus de 421 010 enfants souffrir de malnutrition aiguë sévère; et 1,1 million de personnes auront besoin d'un accès à un service d'urgence<sup>19</sup>.

### Décès

**Pourcentage de localités évaluées en mars dans lesquelles les IC ont rapporté une hausse du nombre de décès au cours du mois précédent :**



<sup>18</sup> L'Organisation Mondiale de Santé (OMS) Niger : [Renforcement des structures de santé pour l'accès aux soins des migrants et autres populations vulnérables dans la région d'Agadez : Des médicaments et équipements biomédicaux acquis sur financement Italien offerts à la région d'Agadez](#), 2021

<sup>19</sup> United Nations Children's Fund (UNICEF) Niger : [Humanitarian Action for Children](#), 2021

<sup>20</sup> Medecins sans frontières Niger : [If vaccinations fail to happen, the effects will be felt for years to come](#), 2021

### Abris et bien non alimentaires

Les conditions de logement des PDI semblent précaires<sup>21</sup> par rapport à celles de la population non-déplacée selon les IC. Cette précarité<sup>21</sup> pourrait augmenter les risques sanitaires ainsi que les risques d'incidents de protection, notamment pour les plus vulnérables. Dans 64% des localités évaluées à Tillabéri, les IC ont rapporté que les PDI résidaient dans des abris précaires<sup>21</sup>. Les départements les plus touchés par cette situation du logement étaient Ouallam, Tillabéri, Filingué et Téra. Par ailleurs, il convient de noter que la culture et les normes jouent un rôle important dans la société nigérienne. Ainsi, les IC de 22% des localités évaluées dans la région de Tillabéri ont indiqué que les abris proposés pour les PDI n'étaient pas culturellement acceptés par la majorité de la population. Aussi, des biens non alimentaires (BNA) indisponibles que la population trouvait utiles dans les localités évaluées à Tahoua étaient les articles de couchage, les moustiquaires et les articles vestimentaires selon les IC. Il semble exister un risque de sécurité auquel les PDI pourraient être exposés dû au manque d'abris, dans le contexte d'incidents de protection tels que le vol et les violences sexuelles ainsi que la vulnérabilité face aux intempéries à Tillabéri selon les IC.

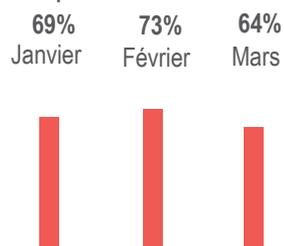
### Destruction d'abris

Dans 2% des localités évaluées, les IC ont rapporté la destruction d'abris à Tillabéri avec les proportions les plus fortes dans les départements de Banibangou, Torodi et Filingué. Les deux principales causes de destruction étaient les intempéries et les incendies selon les IC de 50% et 25% respectivement. Dans aucune des localités évaluées à Tahoua les IC ont rapporté la destruction d'abris.

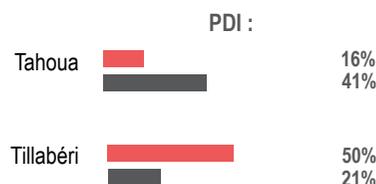
### Types d'abris par groupe de population

Les IC de 89% des localités évaluées dans la région de Tillabéri ont rapporté que la population locale vivait en maison construite de banco. Concernant les PDI, les IC de 29% des localités évaluées ont indiqué qu'ils résidaient dans des maisons construites de banco à Tillabéri. Les informations recueillies dans certaines localités à Tillabéri lors des discussions de groupe<sup>10</sup> signifiaient qu'au cours du dernier mois la majorité de la population locale vit dans des maisons en banco et en bon état. Pour ce qui est des PDI, ils vivent sous des bâches en bon état distribuées par les quelques ONG à leur arrivée.

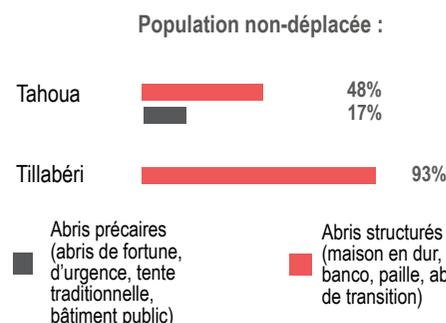
Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates au cours du premier trimestre :



Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri en fonction du groupe de population selon les IC :

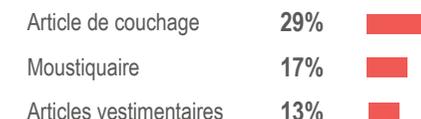


Proportion de localités évaluées en mars par type d'abri en fonction du groupe de population selon les IC :

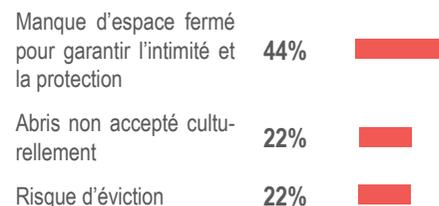


Les facteurs qui semblent influencer la disponibilité de ces biens et matériaux sont les perturbations sur les marchés (notamment la fermeture de certains marchés) ainsi que le manque de moyens financiers des ménages<sup>10</sup>. De plus, dans le respect des mesures barrières mises en place contre la crise sanitaire du COVID-19, il est nécessaire d'avoir suffisamment de BNA pour pouvoir éviter le partage d'articles entre les déplacés.

Les biens non alimentaires les plus cités par les IC comme étant indisponibles pour la majorité de la population à Tahoua de localités évaluées au cours du mois précédent :



Indications les plus citées expliquant que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates à Tillabéri :



### Disponibilité des biens non alimentaires

Les BNA qui n'étaient pas disponibles mais qui ont été cités comme ce dont la plupart des gens avaient besoin ont connu une certaine amélioration en mars selon les IC. Selon les IC, l'indisponibilité des BNA dont la population avait besoin dans les localités évaluées à Tillabéri se portait sur les moustiquaires, les articles de couchage et les articles vestimentaires. Ceux de Tahoua étaient les articles d'hygiène dignité femme, les articles d'hygiène de bébé ainsi que les articles d'hygiène (hors savon). Les facteurs qui semblent influencer la disponibilité de ces biens et matériaux sont les perturbations sur les marchés (notamment la fermeture de certains marchés) ainsi que le manque de moyens financiers des ménages<sup>10</sup>.

<sup>21</sup> Catégories considérées comme abris précaires: abri de fortune, abri d'urgence, bâtiment public et tente traditionnelle.

### Protection

Les IC de 31% des localités évaluées ont rapporté que la population ne se sentait pas en sécurité à Tillabéri. Les départements où la population sont les plus touchés par le sentiment d'insécurité sont Banibangou (71%), Abala (56%) et Ayerou (50%). Des incidents au cours desquels des civils ont été grièvement blessés ou tués ont été rapportés par les IC dans 3% des localités évaluées. En outre, les IC de 65% des localités évaluées à Tahoua ont indiqué le sentiment d'insécurité par la majeure partie de la population étant similaire à celui de Tillabéri. Cette situation semble préoccupante et pourrait donner lieu à des migrations massives. D'ailleurs, selon le suivi de la protection par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) le contexte sécuritaire a été marqué par une recrudescence des incursions de GANE à Tahoua<sup>22</sup>. Par exemple, dans le département de Banibangou en mars, il y a eu un attentat par les GANE qui a fait 65 morts civils<sup>22</sup>. En effet, les IC ont rapporté des incidents de vol de bétail dans 42% de localités évaluées à Tillabéri, notamment à Ayerou (75%) et à Banibangou (71%). Alors que de nombreux garçons auraient été recrutés par les GANE dans 2% des localités évaluées à Tillabéri, pour les filles, le mariage précoce/forcé a été rapporté par les IC comme principale préoccupation dans 13% des localités évaluées à Tillabéri. Enfin, la relation entre les déplacés et la communauté locale a été rapportée par les IC comme majoritairement bonne dans 95% des localités évaluées à Tillabéri.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri où les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :



### Insécurité

L'insécurité dans les deux régions semble inquiétante. A Tahoua, dans 65% des localités évaluées, la majorité de la population avait des problèmes sécuritaires avec une forte proportion dans les départements de Tassara et Tillia selon les IC. Il est à noter que la région de Tahoua a été la plus touchée en février 2021 avec 78 incidents contre Tillabéri qui a enregistré 46 incidents<sup>21</sup>. Encore à Tahoua, le nombre d'incidents de protection semblait aussi haut en février qu'en janvier, cela pourrait expliquer le nombre élevé d'inquiétudes sécuritaires dans la région de Tahoua au mois de mars.

### Préoccupations en lien avec la protection

Le problème principale de sécurité à Tillabéri semble être la violence des groupes armés : cette raison a été citée par les IC de 42% des localités évaluées. D'autres raisons comme le vol de bétail et l'incapacité de pouvoir se faire soigner en cas de maladies ont été aussi rapportées par les IC des 40% et 17% des localités évaluées respectivement. En outre, il semble qu'il n'existe pas de service de référencement ou de cas de prise en charge des situations des personnes en détresse dans la zone selon les IC. La majorité de la population aurait été menacées par les GANE d'où les déplacements préventifs en vague des populations vers des zones sécuritaires selon les participant d'un entretien semi-structuré<sup>10</sup>.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours du mois précédent :



Proportion de localités évaluées en mars pour lesquelles les IC ont rapporté des incidents sécuritaires durant lesquels un ou plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent :



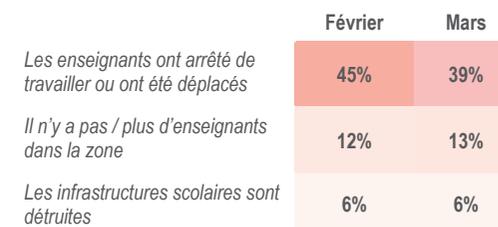
### Education

Même si les IC de 84% des localités évaluées à Tillabéri ont rapporté que la majorité en âge scolaire a l'accès à l'éducation, la réouverture des écoles a été bloquée dans certaines zones pour des raisons de sécurité dans certaines localités<sup>4</sup>. Il y a eu la reprise effective à l'école depuis le 4 janvier mais un ensemble de 278 écoles sont restées fermées pour un effectif de 22 876 élèves<sup>23</sup>, dont 10 513 filles, au 17 janvier 2021<sup>4</sup>. Les localités les plus touchées par les bouclages et les menaces sont notamment celles du département de Ouallam, à Filingué ainsi qu'à Abala selon les IC.

### Accès à l'éducation

Les IC ont rapporté que dans 16% localités évaluées à Tillabéri, la majorité en âge scolaire n'avait pas accès à des services d'éducation fonctionnels à distance de marche. Par ailleurs, les services éducatifs n'étaient pas accessibles principalement à cause de la décision de enseignants d'arrêter le travail dans 39% des localités évaluées selon les IC. A Tahoua, les services éducatifs formels étaient les principaux services auxquels ceux en âge scolaire<sup>23</sup> avaient accès dans 94% des localités évaluées, et 100% dans les localités évaluées à Tillabéri selon les IC. Etant donné l'amélioration de la situation sanitaire en mars<sup>24</sup> ainsi que les mesures mises en place contre le COVID-19 et le début de la campagne de vaccination, la fermeture totale des écoles en raison de la pandémie pourrait être évitée.

Évolution de la proportion de localités évaluées dans la région de Tillabéri - par principale raison de l'accès limité aux services éducatifs au cours du mois précédent selon les IC :



### Scolarisation des filles et des garçons

Au cours des entretiens semi-structurés<sup>10</sup>, notamment dans le département de Torodi à Tillabéri, il a été mentionné que les services d'éducation ne fonctionnaient plus dans certaines localités en mars. Les raisons communes de non scolarisation dans les deux régions comprenaient des écoles incendiées, certaines fermées et des enseignants menacés. En lien avec les incursions répétitives, aucun service d'éducation fonctionnel n'était disponible à distance de marche dans toutes les zones d'intérêts<sup>22</sup>. En cas de non disponibilité des services éducatifs, les IC ont rapporté que, dans 93% des localités évaluées, aucune stratégie d'adaptation n'a été mise en place à Tillabéri. Cependant, l'apprentissage à l'école coranique a été rapporté dans 5% des localités évaluées à Tillabéri. La situation est tout autre à Tahoua où dans 58% des localités évaluées, les IC ont rapporté que ceux en âge scolaire<sup>23</sup> avait une stratégie de recours à une école coranique alors que 41% n'en avait aucune.

### 3 principales occupations des jeunes en âge d'être scolarisés des selon les IC<sup>25</sup> :



<sup>22</sup> HCR : [Rapport analytique mensuel monitoring de Protection Tahoua- Tillabéri](#), 2021

<sup>23</sup> La population en âge d'être scolarisée est définie par les enfants de 6-17 ans.

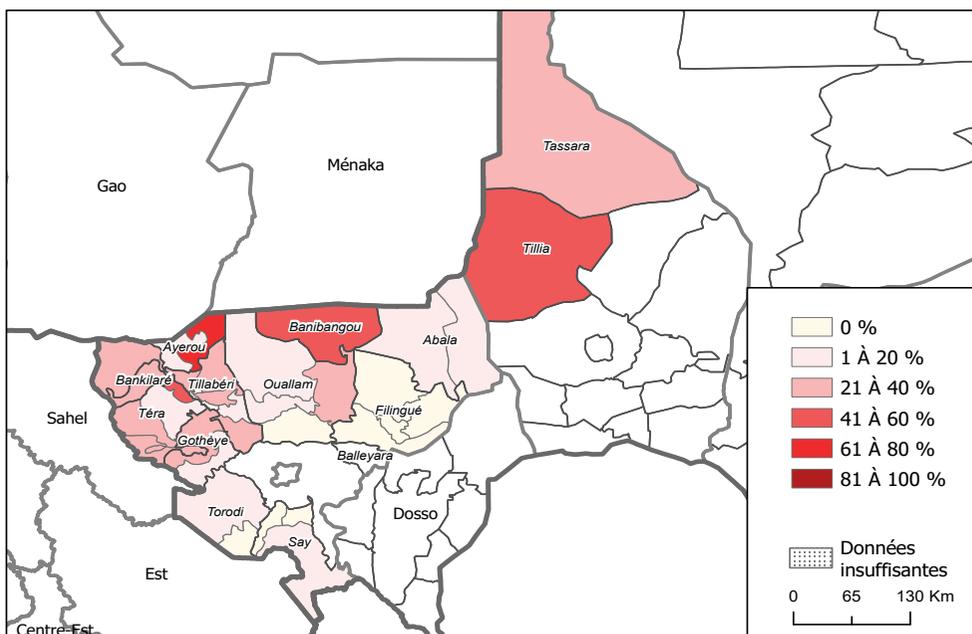
<sup>24</sup> OMS : [Analyse de l'évolution du nombre de cas confirmés, de guérisons, de décès et de vaccinations de la pandémie de Covid au Niger](#)

<sup>25</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

### Communication

Les IC ont rapporté que dans 18% des localités évaluées dans la région de Tillabéri, la majorité de la population avait des difficultés à accéder aux informations sur l'aide humanitaire disponible. La couverture limitée du réseau mobile ainsi que l'internet limité semblaient être des barrières importantes à l'accès à l'information selon les IC. En ce qui concerne le type d'information qui semble pertinent à Tillabéri, la majeure partie de la population est pour l'information sur l'accès à l'aide humanitaire et celui sur le contexte sécuritaire selon les IC. Dans des zones où l'accès humanitaire semble déjà limité à cause de l'insécurité, le rôle des principaux pourvoyeurs d'information a d'autant plus d'importance pour pouvoir communiquer sur l'assistance humanitaire d'après les IC.

Proportion de localités évaluées en mars où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés d'accès à l'information sur l'assistance humanitaire disponible au cours du mois précédent :



<sup>26</sup> OCHA, [Table ronde ministérielle sur le Sahel central](#), Octobre 2020

### Accès à l'information sur l'assistance

Les principales sources d'information rapportées par les IC étaient l'appel téléphonique, dans respectivement 30% et 33% des localités évaluées de Tillabéri et de Tahoua. Les principaux pourvoyeurs d'information étaient l'entourage proche (amis, famille, etc.) et les chefs communautaires. Si l'appel téléphonique est la principale source d'information, la mauvaise couverture du réseau pourrait représenter une barrière de communication importante. Dans ces conditions, les IC de 35% et 50% des localités évaluées à Tillabéri et Tahoua respectivement ont rapporté que la population ne disposent d'aucun réseau téléphonique.

### Principales sources d'information et pourvoyeurs d'information

Principale source d'information générale selon les IC, au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités évaluées :

Tillabéri		Tahoua	
Appels téléphoniques	30%	Appels téléphoniques	33%
Conversation en personne	27%	Conversation en personne	31%
Radio	21%	Radio	4%

Principaux pourvoyeurs d'information selon les IC, au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités évaluées :

Tillabéri		Tahoua	
Amis/famille	49%	Chefs communautaires	46%
Chefs communautaires	37%	Amis/famille	13%
Journalistes	12%	Chef religieux	10%

### Redevabilité

Les IC de 10% des localités évaluées ont rapporté l'aveu de la majorité de la population d'avoir bénéficié d'une aide humanitaire à Tillabéri. L'accès aux zones ayant des besoins humanitaires semble être une contrainte majeure, en raison du contexte sécuritaire et des restrictions gouvernementales, notamment l'imposition d'escortes armées dans certaines zones<sup>26</sup>. Pourtant, la facilité d'accès pourrait accroître les actions humanitaires visant à améliorer les conditions de vie dans ces zones.

Les données récoltées en mars montrent qu'à Tillabéri la majorité de la population semble s'être plainte de l'assistance insuffisante et de l'aide offerte qui n'était pas adaptée à leurs besoins d'après les IC. D'ailleurs, les chiffres sur les principaux secteurs dans lesquels la population a besoin d'une intervention sont préoccupants. Les IC dans la région de Tillabéri ont indiqué que la majorité de la population a surtout besoin d'une assistance en sécurité alimentaire dans 78% des localités évaluées, mais également d'une assistance en EHA et en santé. Partant de ce fait, il semble possible de déceler un lien direct avec les incursions qui se sont produites dans certains départements. Par exemple, à Banibangou où la population<sup>22</sup> ont été attaquée par des groupes armés, les IC de 93% des localités évaluées ont rapporté le besoin alimentaire par la majorité de la population. D'autres secteurs tels que l'EHA et la santé sont essentiels dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19. Néanmoins, selon les IC, ces secteurs semblent montrer qu'une part de la population rencontre des difficultés à accéder à des latrines et à des soins de santé. A Tillabéri, d'après l'évaluation des localités dans six départements, les IC ont rapporté les chiffres variant de 50% à 75% dans les localités évaluées pour ceux qui ont besoin d'EHA tandis qu'à Tahoua, 63% et 56% du département de Tassara et Tillia ont besoin d'un accès aux soins de santé.

### Informations complémentaires

Les autres produits récents de REACH sur le suivi de la situation humanitaire au Niger sont disponibles via ces liens :

- REACH. [Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tillabéri](#). Mars 2021
- REACH. [Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tahoua](#). Mars 2021
- REACH. [Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tahoua](#). Février 2021
- REACH. [Factsheet. Suivi de la situation humanitaire dans la zone Trois Frontières. Région de Tillabéri](#). Janvier 2021